



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 29 novembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Conseil de la Nation: adoption à la majorité de la loi de finances complémentaire 2022

Les membres du Conseil de la Nation ont adopté, lundi à la majorité, l'ordonnance n 22-01 portant loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2022, qui prévoit une série de mesures visant à préserver le pouvoir d'achat.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Conseil de la nation: M. Kessali présente les principaux axes du budget de 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a présenté, lundi à Alger devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, les principaux axes du budget de la prochaine année dans le cadre du texte de loi de finances PLF-2023.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Conférence à Alger sur le Prix Sharjah pour les finances publiques

Une conférence a été organisée lundi à Alger pour faire connaître le Prix Sharjah pour les finances publiques aux cadres de différents organismes et institutions activant dans le domaine des finances en prévision de la participation à ce concours dont la cérémonie de clôture est prévue en mai 2023.



Le conseil de la nation adopte à la majorité le PLFC-2022 : Préservation des acquis socioéconomiques

Les membres du Conseil de la nation ont approuvé, hier, à la majorité absolue, le projet de loi de finances complémentaire-2022 (PLF-2022), lors d'une séance présidée par le président du Conseil, M. Salah Goudjil, et en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kessali, et de plusieurs membres du gouvernement. 123 membres du Conseil de la nation ont voté «oui» le texte de loi, contre une abstention.



Importation : Impliquer les professionnels

Les nouvelles décisions suscitent des commentaires qui sont allés crescendo depuis le dernier Conseil des ministres, lors duquel le président de la République avait ordonné de rendre public le cahier des charges régissant les activités des constructeurs et concessionnaires. Visant d'abord à instaurer une transparence dans la gestion de ce secteur stratégique, ces décisions vont secouer le marché de l'automobile qui a connu ces dernières années une léthargie, à cause de la période difficile qu'a traversée le pays avec la baisse du prix du pétrole notamment.



Voitures de moins de trois ans : Recours aux bureaux de change agréés

Des économistes plaident pour des mesures supplémentaires afin de réduire les effets du marché parallèle de la devise, sur la valeur de la monnaie nationale, suite à l'autorisation d'importation de voitures de moins de 3 ans, annoncée dernièrement par le président de la République.



[Conseil de la nation : Adoption à la majorité du PLFC 2022](#)

Le vote s'est déroulé lors d'une séance plénière, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. Les membres du Conseil de la nation ont adopté, aujourd'hui à la majorité, la loi de finances complémentaire pour 2022 (LFC 2022).



[Comment en finir avec l'Économie informelle : Le grand challenge](#)

La responsable régionale de l'OIT, Rania Bikhazi, rappelle que «dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, entre 42 et 67% des personnes actives gagnent leur vie dans l'économie informelle».



[L'ABEF et le marché automobile](#)

Le président de l'Association des banques et établissements financiers, Rachid Belaïd, a révélé que le groupement est prêt à accorder des prêts pour l'acquisition de véhicules. Intervenant sur Echourouk TV, Rachid Belaïd a souligné que 54% des prêts accordés seront destinés au secteur privé, tandis que 75% des prêts seront alloués à l'investissement.

Conseil de la nation : Le PLFC 2022 adopté à la majorité



En séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, le conseil de la nation a adopté, ce lundi, à la majorité absolue (une seule abstention), le texte portant loi de finances complémentaire pour l'année 2022. Auparavant, le ministre des finances, Brahim Djamel Kassali a présenté le projet de loi devant les sénateurs, en présence de Mme BasmaAzouar, la ministre des Relations avec le Parlement.



La loi de finances complémentaire 2022 adoptée par le Sénat-Kassali: «Préserver les acquis sociaux»



La loi de finances complémentaire (LFC) 2022 a été adoptée, ce lundi, par les membres du Conseil de la nation lors d'une séance consacrée au vote, en présence du ministre des Finances, Brahim-Djamel Kassali.

Prix Sharjah pour les finances publiques : Conférence à Alger

Une conférence a été organisée, ce lundi à Alger, pour faire connaître le Prix Sharjah pour les finances publiques aux cadres de différents organismes et institutions activant dans le domaine des finances en prévision de la participation à ce concours, dont la cérémonie de clôture est prévue en mai 2023.



L'augmentation salariale au service de la croissance économique

Le projet de loi de Finance (PLF) 2023 montre que le gouvernement a prévu un budget historique en terme d'attributions financières, dont 70 % sont alloués à la gestion, en particulier les dépenses de la revalorisation des salaires. En plus de son grand apport pour atténuer l'impact de la spéculation (un phénomène mondial) et la hausse des prix à la consommation, la révision des rémunérations est essentielle pour stimuler la croissance en créant de la demande pour les entreprises et voire même attirer l'investissement, a estimé l'économiste Ahmed El Hidouci.

L'augmentation des salaires signifie une masse financière supplémentaire sur le marché local, poursuit Dr. El Hidouci dans des propos donnés à des médias, ce qui permettra aux entreprises économiques nationales d'augmenter leurs capacités productives pour répondre à la demande croissante due à la hausse de pouvoir d'achat des ménages. Selon le même interlocuteur, des salaires plus élevés contribueront également à attirer les investissements et même à rendre notre pays compétitif en terme de flux des IDE (Investissements directs étrangers). Dans ce cadre, l'État travaille à la conversion de 30 000 importateurs, qui ont été rayés de registre de cette activité d'un total de 43 000 importateurs, d'importateurs en fabricants locaux, qui approvisionneront le marché national en produits locaux.

Cela se fait par l'exploitation optimale des opportunités d'investissement offertes par la loi sur l'investissement et l'accompagnement administratif que l'État met en œuvre pour l'assurer afin de résoudre les problèmes et obstacles administratifs que le secteur connaît. D'après l'économiste, il serait plus efficace pour l'État algérien de bénéficier de l'expérience de ces industriels en tant qu'anciens importateurs, qui, en plus de la connaissance des exigences du marché national, disposent de capitaux exploitables dans les industries locales dans divers secteurs stratégiques, tels que les industries agroalimentaires et les industries manufacturières.

Dans le même temps, cette mesure contribuera à la création d'au moins un million d'emplois, et à l'octroi d'allocations chômage, dont bénéficient actuellement 1,8 million de chômeurs, ce qui rejaillira positivement sur le Trésor public, par le biais de recettes fiscales supplémentaires et d'atteindre un taux de croissance compris entre 4,1 et 4,4 %. L'injection d'énormes sommes d'argent - provenant de la hausse des salaires- dans le marché intérieur, stimulera la demande permanente, ce qui signifie de nouveaux débouchés de marchés pour les entreprises économiques et donc un impact positif sur la croissance.

Dr. El Hidouci a prévenu toutefois que ces augmentations se traduiront dans un premier temps par une légère hausse du taux d'inflation, que le gouvernement prévoit de l'ordre de 5,1 %, mais qui diminuera bientôt avec l'entrée de nouveaux investissements et des petites et moyennes entreprises en activité. L'économiste a qualifié le PLF 2023 d'exceptionnel en termes de valeur financière, le plus important depuis l'indépendance, le considérant comme un budget d'objectifs et de programmes, contrairement à ses prédécesseurs des années passées, qui étaient des budgets d'équipements. Il a expliqué que les décisions prises par le président de la République en matière d'augmentation des salaires et d'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens découlaient de la ferme détermination de l'État à faire progresser l'économie nationale selon un modèle économique à travers lequel de nombreux pays du monde ont pu atteindre des taux de croissance rapide.



[Loi de finances complémentaire 2022: Les Sénateurs adoptent le texte à l'unanimité](#)

Les membres du Conseil de la Nation ont adopté, lundi à l'unanimité, l'ordonnance n 22-01 portant loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2022, qui prévoit une série de mesures visant à préserver le pouvoir d'achat, soit 122 ont voté sur 123 avec une abstention, a indiqué un communiqué de la chambre haute du Parlement.



[Conseil de la Nation: adoption à la majorité de la loi de finances complémentaire 2022](#)

Les membres du Conseil de la Nation ont adopté, lundi à la majorité, l'ordonnance n 22-01 portant loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2022, qui prévoit une série de mesures visant à préserver le pouvoir d'achat.

Conseil de la nation : adoption à la majorité de la loi de finances complémentaire 2022

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, lundi à la majorité, l'ordonnance n 22-01 portant loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2022, qui prévoit une série de mesures visant à préserver le pouvoir d'achat.



Conseil de la nation : La loi de finances complémentaire 2022 adoptée

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, ce lundi à la majorité, l'ordonnance n 22-01 portant loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2022, qui prévoit une série de mesures visant à préserver le pouvoir d'achat.



Les opérateurs économiques invités à s'inscrire via la plate-forme lancée hier lundi : Importation de véhicules neufs et industrie automobile

Moins de 15 jours après la publication, au Journal officiel n° 76, du cahier des charges fixant les conditions d'exercice de l'activité de concessionnaire de véhicules neufs, le ministère de l'Industrie a annoncé, hier lundi, via un communiqué, le lancement d'une plate-forme numérique pour le dépôt et l'étude des demandes d'agrément des opérateurs économiques désirant s'engager dans les domaines d'importation des véhicules neufs ou dans l'industrie automobile.



Prendre les devants

Les textes réglementaires de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme seront bientôt renforcés par 14 nouveaux articles, portant essentiellement sur la révision du dispositif juridique en vigueur en la matière, en l'occurrence la loi N°05-01 du 6 février 2006.

Un «plan Marshall» pour Tissemsilt

Le président Tebboune a enjoint au gouvernement de tenir sa réunion demain mercredi dans la wilaya de Tissemsilt. Le «plan Marshall» décidé au profit de la capitale de l'Ouarsenis fait partie de la nouvelle politique d'aménagement du territoire.



La loi de finances complémentaire 2022 adoptée par le Sénat-Kassali: «Préserver les acquis sociaux»



La loi de finances complémentaire (LFC) 2022 a été adoptée, ce lundi, par les membres du Conseil de la nation lors d'une séance consacrée au vote, en présence du ministre des Finances, Brahim-Djamel Kassali.

Expliquant le motif ayant conduit à l'élaboration de ce texte de loi, Kassali a indiqué que «la LFC-2022 comprend des mesures palliatives à la loi de finances 2022, destinée à la couverture des dépenses supplémentaires». Il s'agit notamment des dépenses couvrant «l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et de l'allocation chômage», mais aussi celles destinées à «renforcer les programmes d'investissements publics en faveur de certaines wilayas». Les principaux changements opérés sur la LFC consistent en «le prix référentiel du baril de pétrole évalué à 60 dollars au lieu de 45, adopté au titre de la LF-2022, ainsi que le cours du marché à 70 dollars le baril, contre 50 dans la LF-2022, a expliqué le ministre. Selon la LFC-2022, la balance des paiements atteindront+983 millions de dollars, alors que les réserves de change s'élèveront à 46,28 milliards de dollars, fin 2022.

Le texte a prévu aussi un taux de croissance de 3,44% et une augmentation du PIB hors hydrocarbures à 4,3%, a fait savoir le ministre, ajoutant qu'il s'agira également de mettre en œuvre «des mesures urgentes et prioritaires en vue de répondre aux grands objectifs devant stimuler l'activité économique et relancer la croissance, outre la réduction de la dépendance aux hydrocarbures».

La loi vise, par ailleurs, à «maintenir et améliorer les subventions de l'Etat aux catégories vulnérables, tout en préservant les acquis sociaux», a souligné le ministre. Une série de dispositions législatives sont prévues par la loi «visant à soutenir le secteur agricole, à promouvoir l'investissement, à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens et à conférer une cohérence et une simplicité sur les procédures», a affirmé encore Kassali.

Levée du gel sur 217 projets

Pour sa part, la commission des affaires économiques et financières a rendu son rapport contenant les différentes interrogations soulevées par les membres du Conseil au ministre des Finances. Ces interrogations s'articulent notamment autour de la levée du gel sur les projets de développement de certaines wilayas du pays, la réforme bancaire, la digitalisation des administrations des impôts et des douanes, ainsi que le recouvrement des créances fiscales. La commission a présenté, à ce propos, les réponses du ministre qui a fait savoir que la levée de gel sur les projets de développement concerne 217 projets, cumulant un coût de 118 milliards de dinars. Selon le ministre, d'autres projets, actuellement gelés, connaîtront le même sort «au fur est à mesure que les ressources financières du pays s'amélioreront».

Le ministre des Finances a affirmé que la loi de finances 2023 prévoit aussi la reprise de la réalisation des projets dont le taux d'avancement a atteint 70%. S'agissant des banques, le grand argentier du pays a assuré que «plusieurs programmes visant à moderniser les banques algériennes sont en cours de réalisation», assurant par là même que la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit verra prochainement le jour. Enfin, le ministre a annoncé l'entrée en vigueur, prochainement, du nouveau système informatisé des Douanes algériennes, conçu à la faveur d'un accord algéro-coréen conclu en 2019.



[Crédit automobile Algérie : les banques prêtes à répondre.](#)

Suite à la reprise du secteur automobile en Algérie, les banques s'appêtent à accorder un crédit aux citoyens souhaitant s'acquérir d'un véhicule. Dzair Daily vous en dit davantage à ce propos dans cette nouvelle édition du lundi 28 novembre 2022.

IL PRÉVOIT ENTRE AUTRES, LA COUVERTURE DES SALAIRES ET DE L'ALLOCATION CHÔMAGE : Le PLFC-2022 adopté au Conseil de la nation

Les membres du Conseil de la nation ont adopté hier, à la majorité, le projet de Loi des finances complémentaire 2022. En effet, lors d'une séance plénière consacrée à la présentation et au vote du PLFC-2022, les sénateurs ont adopté à l'unanimité le texte.



Automobile: début de la réception en ligne des demandes d'agrément pour les activités de concessionnaire et de construction de véhicules

Le ministère de l'Industrie a lancé lundi l'opération de réception en ligne des demandes d'agrément pour exercer les activités de concessionnaire et de construction de véhicules via sa plateforme numérique dédiée à cet effet.



مجلس الأمة: السيد كسالي يستعرض أهم محاور ميزانية 2023 على اللجنة المختصة

استعرض وزير المالية, ابراهيم جمال كسالي, اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة, أمام لجنة الشؤون الاقتصادية و المالية بمجلس الأمة أهم محاور ميزانية السنة القادمة في اطار نص قانون المالية 2023.



مجلس الأمة: المصادقة بالأغلبية على قانون المالية التكميلي لسنة 2022

صادق أعضاء مجلس الأمة, اليوم الاثنين, بالأغلبية على الأمر 01-22 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2022, والذي أقر مجموعة من التدابير الرامية للحفاظ على القدرة الشرائية.

تنظيم ندوة تعريفية بجائزة الشارقة في المالية العامة

تم, اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة, تنظيم ندوة تعريفية ب"جائزة الشارقة في المالية العامة", لفائدة الإطارات من مختلف الهيئات والمؤسسات الناشطة في مجال المالية, قصد التحضير للمشاركة في هذه المسابقة التي سيقام حفلها الختامي في شهر مايو 2023.



مجلس الأمة يصادق على قانون المالية التكميلي لسنة 2022

صادق, اليوم الإثنين, مجلس الأمة بالإجماع على قانون المالية التكميلي لسنة 2022. وفي كلمة ألقاها وزير المالية إبراهيم جمال كسالي, أكد فيها أن مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022 هدفه الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن وإنعاش التنمية, كما يهدف أيضا إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن.

الاتحاد

المصادقة بالأغلبية على قانون المالية التكميلي لسنة 2022

صادق أعضاء مجلس الأمة, اليوم الاثنين, بالأغلبية على الأمر 01-22 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2022, والذي أقر مجموعة من التدابير الرامية للحفاظ على القدرة الشرائية.



كسالي: نمط جديد لحكومة المالية العمومية

استعرض وزير المالية, إبراهيم جمال كسالي, أمام لجنة الشؤون الاقتصادية و المالية بمجلس الأمة أهم محاور ميزانية السنة القادمة في إطار نص قانون المالية 2023, وأبرز أهمية الانتقال إلى نمط جديد لحكومة المالية العمومية.



خطوة جديدة نحو استيراد وتصنيع المركبات

أعلنت وزارة الصناعة، تعيين أعضاء اللجنتين التقنيتين المكلفتين بدراسة ومتابعة الملفات المتعلقة بممارسة نشاط وكلاء المركبات الجديدة وتصنيع المركبات.



وزير المالية يؤكد أن الإجراء سيراغى وضعية الاقتصاد وقدره المواطن :لجنة وزارية للفصل فى كفاءات

استيراد سيارات أقل من 3 سنوات

كشفت وزير المالية، إبراهيم جمال كسالى، عن تشكيل لجنة قطاعية بين الوزارات لاستكمال الإجراءات التنظيمية الخاصة بتأطير استيراد سيارات أقل من 3 سنوات التي أقرها قانون المالية لسنة 2020، وأعاد طرحها مشروع قانون المالية لسنة 2023، مضيفاً: "الإجراء سيراغى وضعية الاقتصاد الوطنى بصفة عامة وكذلك القدرة الشرائية للمواطن."



رئيس جمعية المؤسسات المالية: البنوك مستعدة لمنح قروض لاقتناء السيارات

أكد المندوب العام لجمعية البنوك والمؤسسات المالية رشيد بلعيد، استعداد البنوك لمنح قروض من أجل اقتناء السيارات. وخلال استضافته ببرنامج الشروق مورنينغ قال رشيد بلعيد إن البنوك مستعدة لمنح قروض لاقتناء السيارات، مشيراً إلى أن 54 بالمائة من القروض التي يتم منحها تكون موجهة للقطاع الخاص، بينما تم تخصيص 75 بالمائة من القروض للاستثمار.



أعضاء مجلس الأمة يصادقون على نص قانون المالية التكميلي لسنة 2022

ترأس صالح فوجيل، رئيس مجلس الأمة، صبيحة اليوم الاثنين، جلسة علنية، خُصّصت لتقديم والمصادقة على نصّ قانون يتضمن الموافقة على الأمر رقم 01-22 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2022.



جمارك.. لا مصالحة مع هؤلاء الأشخاص

أعلنت المديرية العامة للجمارك الجزائرية، عن تفاصيل المصالحة التي أطلقتها مؤخرا، لفائدة المواطنين والمتعاملين الاقتصاديين. كما أشارت الهيئة في بيان لها، أن الإدارة توفر إمكاني تسوية وإنهاء الملفات المنزاع فيها والمحررة ضدّهم بسبب ارتكب مخالفات جمركية. وهذا عن طريق إجراء المصالحة الجمركية وفقا للشروط المنصوص عليها في المادة 265 من قانون الجمارك بعد إيداع طلب لدى المصالح المختصة ذاتها.

Conseil de la nation

La loi de finances complémentaire 2022 adoptée

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, lundi à la majorité, l'ordonnance n 22-01 portant loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2022, qui prévoit une série de mesures visant à préserver le pouvoir d'achat.

Le vote s'est déroulé lors d'une séance plénière, présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

A l'issue du vote, M. Kassali a souligné que cette loi tend à préserver le pouvoir d'achat du citoyen, à améliorer son niveau de vie et à le protéger des effets de l'inflation induite par la conjoncture économique mondiale, en assurant la poursuite du processus de relance du développement économique à travers la promotion de l'investissement.

Cette loi prévoit essentiellement plusieurs mesures de redressement liées à la loi de Finances 2022 et destinées à la couverture des dépenses supplémentaires, a-t-il ajouté.

Le président de la Commission des affaires économiques et financières, Nouredine Tadj a estimé, à l'issue du vote, que les mesures contenues dans cette loi «traduisent l'attachement du Président de la République à la préservation des acquis sociaux du citoyen».

M. Tadj a salué notamment les mesures relatives à la revalorisation des salaires et de l'allocation de chômage, le soutien au système de sécurité sociale et la prise en charge de l'insertion professionnelle, ainsi que la levée de gel sur les projets du secteur de la santé et la non imposition de nouvelles charges fiscales.

Dans son rapport sur le texte de loi portant approbation de l'ordonnance n 22-01 du 3 août 2022 portant la loi de finances complémentaire



2022, la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a émis un nombre de recommandations, relatives principalement à la nécessité d'œuvrer à la concrétisation du programme de numérisation des différents services du secteur des finances, et de doter les nouvelles wilayas des capacités matérielles et financières nécessaires, en assurant toutes les conditions pour la mise en œuvre de la nouvelle approche budgétaire conformément à la loi organique relative aux lois de finances 15-18.

La commission a également recommandé la nécessité de lever le gel sur les projets en fonction de l'amélioration de la situation financière du pays.

Dans ce cadre, la commission a cité dans son rapport une déclaration de M. Kassali, lors d'une séance d'audition, dans laquelle il a affirmé le dégel de 217 projets, d'une valeur de 112 milliards de DA, soulignant que tous les projets ayant atteint un taux de réalisation de 70% seront dégelés «progressivement», selon l'amélioration des ressources financières du budget de l'Etat.

Dans les mêmes déclarations citées par la commission dans son rapport, le ministre des Finances a précisé qu'aucune nouvelle opération n'a été enregistrée dans le cadre du programme de prise en charge des zones d'ombre, sachant que les plans communaux de développement remplaceront ce programme.

Selon le rapport de la commission, le ministre a affirmé qu'un travail est en cours pour revoir les procédures de contrôle de la Direction générale des impôts avec la mise en place prochainement d'un plan d'orientation numérique au profit de cette Direction.

Il avait précisé, d'autre part, que la loi sur la monnaie et le crédit sera soumise «prochainement» à une révision pour créer un environnement propice à la croissance économique et consacrer juridiquement la finance islamique afin qu'elle joue son rôle dans l'inclusion financière et la mobilisation économique.

Dans sa réponse aux membres de la commission, M. Kassali a souligné que «le soutien destiné aux catégories démunies sera rationalisé de manière à préserver les acquis sociaux».

PLANS COMMUNAUX DE DÉVELOPPEMENT

Les zones d'ombre incluses en 2023

Les opérations de développement au profit des zones d'ombre seront incluses dans les plans communaux de développement au courant de l'année 2023 avec une importante enveloppe financière dédiée à cet effet.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Après son adoption le 7 novembre dernier par les membres de l'Assemblée populaire nationale, leurs collègues du Conseil de la nation ont approuvé, à leur tour et à l'unanimité, le projet de loi de finances complémentaire pour l'année en cours (PLFC-2022).

C'était, hier lundi, à l'occasion d'une plénière de la Chambre haute du Parlement. Un texte qui constitue un ensemble de mesures correctives à la loi de finances 2022, destinée à la couverture des dépenses supplémentaires dont les revalorisations salariales et l'allocation-chômage et de renforcer les programmes d'investissement public en faveur de certaines wilayas en plus de la réalisation de structures sanitaires.

D'autres mesures pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens sont également consacrées par cette loi, objet de l'ordonnance n°22-01 du 3 août 2022, qui prévoit une hausse des dépenses de fonctionnement à 7697,01 milliards de dinars contre 6311,53 milliards de dinars dans la loi de finances initiale et des dépenses d'équipement à 3913,17 milliards de dinars (contre 3546,90 milliards de dinars dans la LF 2022), alors que le plafond d'autorisation de programmes a été augmenté à 3079,47 milliards de dinars pour couvrir le coût des réévaluations du programme en

cours et le coût des programmes neufs susceptibles d'être inscrits au cours de l'année 2022 (contre 2448,90 milliards de dinars dans la LF 2022).

Le texte table également sur une hausse des recettes globales à hauteur de 7 000,84 milliards de dinars contre 5683,22 milliards de dinars dans la LF 2022. Une hausse rendue possible par la fiscalité pétrolière qui devrait passer à 3211,92 milliards de dinars (contre 2103,90 milliards de dinars dans la LF 2022), et les ressources ordinaires (3788,92 milliards de dinars contre 3579,31 milliards de dinars dans la LF 2022).

Le nouveau texte a introduit, par ailleurs, une série de mesures législatives et fiscales visant la préservation du pouvoir d'achat des citoyens, l'exonération des droits de douanes et de la taxe sur la valeur ajoutée, pour le sucre brut, lorsque son assujettissement entraîne un dépassement des prix plafonds fixés par voie réglementaire. Le sucre blanc produit localement est également exempté de la taxe sur la valeur ajoutée aux différents stades de la distribution, lorsque les prix plafonds sont dépassés.

Et en vertu de cette loi de finances complémentaire tout agriculteur pratiquant la céréaliculture bénéficiant du soutien de l'État est tenu par l'obligation de céder sa production des blés et



Photo : DR

orges à l'Office algérien interprofessionnel des céréales

Pour ce qui est de l'encadrement macro-économique et financier, le PLFC se base sur le prix référentiel du baril de pétrole évalué à 60 USD au lieu de 45 USD adopté au titre de la LF 2022, ainsi que le cours du marché à 70 USD contre 50 USD (LF 2022). Il prévoit aussi un taux de croissance de 3,44% et une augmentation du PIB hors hydrocarbures à 4,3%.

Dans leur rapport à propos de ce texte, les membres de la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation ont émis maintes recommandations dont notamment l'impérative finalisation de l'opération de numérisation des divers services du secteur des finances et la dotation des nouvelles wilayas de moyens matériels et financiers avec le point mis sur la nécessité de la levée du gel sur plusieurs projets à chaque fois qu'une amélioration de la situation financière du pays est constatée. Dans ce cadre, le ministre des Finances a fait part, dans ses réponses, de la

levée du gel sur 217 projets d'une enveloppe financière globale de 112 milliards de dinars tout comme il a été décidé la levée du gel sur tous les projets dont le taux d'avancement des travaux a atteint les 70% avec la poursuite de cette démarche de levée du gel sur les projets au fur et à mesure de l'amélioration de la situation financière du pays. Brahim Djamel Kessali a également déclaré qu'aucune opération dans le cadre du programme dédié aux zones d'ombre n'a été inscrite, précisant que les programmes de développement local des communes s'en chargeront durant l'année 2023 avec une importante somme financière à comparer à celles des années passées.

Par ailleurs, les membres du Conseil de la nation poursuivront, aujourd'hui mardi, leurs travaux en plénière, travaux consacrés aux débats du projet de loi portant statut de l'auto-entrepreneur adopté, pour rappel, le 14 novembre dernier par leurs collègues de l'Assemblée populaire nationale.

M. K.

CONSEIL DE LA NATION : ADOPTION À LA MAJORITÉ DE LA LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE 2022

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, hier à la majorité, l'ordonnance n 22-01 portant loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2022, qui prévoit une série de mesures visant à préserver le pouvoir d'achat. Le vote s'est déroulé lors d'une séance plénière, présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. A l'issue du vote, M. Kassali a souligné que cette loi tend à préserver le pouvoir d'achat du citoyen, à améliorer son niveau de vie et à le protéger des effets de l'inflation induite par la conjoncture économique mondiale, en assurant la poursuite du processus de relance du développement économique à travers la promotion de l'investissement. Cette loi prévoit essentiellement plusieurs mesures de redressement liées à la loi de Finances 2022 et destinées à la couverture des dépenses supplémentaires, a-t-il ajouté. Le président de la Commission des affaires économiques et financières, Nouredine Tadj a estimé, à l'issue du vote, que les mesures contenues dans cette loi «traduisent l'attachement du Président de la République à la préservation des acquis sociaux du citoyen». M. Tadj a salué notamment les mesures relatives à la revalorisation des salaires et de l'allocation de chômage, le soutien au système de sécurité sociale et la prise en charge de l'insertion professionnelle, ainsi que la levée de gel sur les projets du secteur de la santé et la non imposition de nouvelles charges fiscales.

رفع التجميد عن كل المشاريع وزير المالية يقر بنقائص في تسليم الدفاتر العقارية

الذي قال إن النظام المعلوماتي للتكفل الآلي بالتصاريح الجمركية بالشراكة مع الجمارك الكورية في إطار اتفاقية وقعت سنة 2019، بلغ أشواطاً كبيرة. وأفاد بأن إدماج المديرية العامة للخزينة مع المديرية العامة للمحاسبة سنة 2021، سمح بتحسين أداء القطاع من حيث السهولة النقدية لتمويل الاقتصاد الوطني، ووضع هذه السهولة في خدمة البنوك، مع تسجيل ضعف في الاقتراض من البنوك بفعل جائحة كورونا.

وذكر أن قانون النقد والقرض سيخضع "قريباً" لعملية مراجعة لإيجاد بيئة تساعد على النمو الاقتصادي وإعطاء التكريس القانوني للصيرفة الإسلامية لتؤدي دورها في الشمول المالي والتعبئة الاقتصادية.

وأعلن ممثل الحكومة، من جهة أخرى، عن إنشاء لجنة قطاعية تحت إشراف وزارة المالية تتولى وضع الإطار التنظيمي وآليات من شأنها تسهيل عملية استيراد المركبات أقل من ثلاث سنوات، التي تأخذ - حسب قوله - وضعية الاقتصاد الوطني بصفة عامة والقدرة الشرائية للمواطن، في إشارة إلى الرسوم الجمركية.

وحظي مشروع قانون المالية التكميلي بدعم الأغلبية الساحقة لأعضاء مجلس الأمة في جلسة، أمس، حيث صوت لصالحه 122 عضواً، فيما سجل امتناع عضو وحيد.

ج.ف

● كشف وزير المالية، براهيم جمال كسالي، عن رفع التجميد عن 217 مشروع بقيمة مالية تقدر بـ 112 مليار دج، وفق ما نقله عنه تقرير اللجنة الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة.

نقلت الوثيقة عنه خلال عرضه للأمر المتعلق بقانون المالية التكميلي 2022 على أعضاء اللجنة رفع التجميد عن المشاريع المجمدة التي بلغت نسبة إنجازها 70 بالمائة، متوقفاً الرفع التدريجي للتجميد عن المشاريع كلما تحسنت الموارد المالية لميزانية الدولة.

وأبلغ أعضاء اللجنة الاقتصادية بعدم تسجيل عمليات جديدة ضمن برنامج التكفل بمناطق الظل؛ على اعتبار أن المخططات البلدية للتنمية ستحل محل هذا البرنامج المنتظر تنفيذه خلال سنة 2023 بغلاف مالي معتبر مقارنة مع السنوات الماضية.

واعترف الوزير، من جهة أخرى، بوجود نقائص في حصول المواطنين على دفاترهم العقارية وأنه تم اتخاذ عده تدابير بهذا الخصوص، أهمها دمج مصالح مسح الأراضي مع مصالح الحفظ العقاري لأول مرة في تاريخ الإدارة العمومية، وإدخال نظام معلوماتي في إطار رقمنة القطاع. وكشف أنه يتم حالياً إعادة النظر في الإجراءات الرقابية للمديرية العامة للضرائب، التي أدت إلى عدم فعاليتها؛ أين تقوم المديرية العامة للضرائب بوضع المخطط التوجيهي للرقمنة في الأيام القادمة، حسب الوزير،

المصادقة على مشروع قانون المالية التكميلي 2022 بمجلس الأمة.. كسالي:

تعزيز القدرة الشرائية للمواطنين أولوية الأولويات

■ تحرير 217 مشروع بقيمة 211 مليار دينار ■ تقليص آجال التصريح الجمركي بالسلع إلى 15 يوما

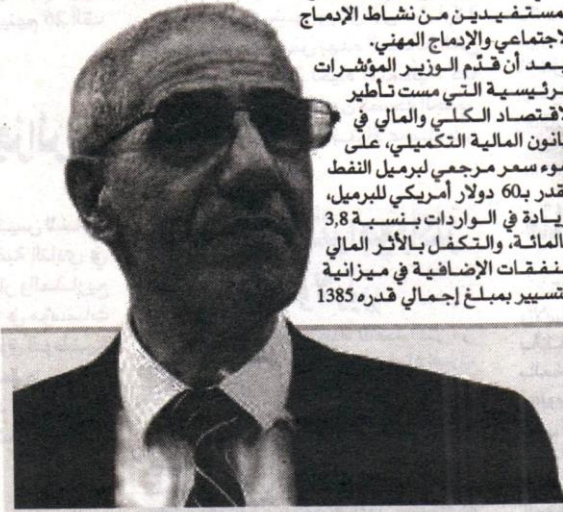
مليار دينار، وغيرها من المؤشرات، ذكر الوزير بالتدابير التشريعية المتخذة لدعم القطاع الفلاحي وترقية الاستثمار وتعزيز القدرة الشرائية للمواطنين.

الجزائري المهني المحبوب والديوان الوطني المهني للحليب والاعتمادات الأساسية التي تهدف إلى تغطية منحة البطالة، والزيادات في الأجور وتغطية ديون الضمان الاجتماعي، والأثر المالي لإعادة تحرير عقود المستفيدين من نشاط الإدماع الاجتماعي والإدماع المهني. وبعد أن قدم الوزير المؤشرات الرئيسية التي مست تأطير الاقتصاد الكلي والمالي في قانون المالية التكميلي، على ضوء سمر مرجعي لبرميل النفط مقدر بـ 60 دولار أمريكي للبرميل، وزيادة في الواردات بنسبة 3,8 بالمائة، والتكفل بالأثر المالي للنفقات الإضافية في ميزانية التسيير بمبلغ إجمالي قدره 1385

حماية القدرة الشرائية للمواطنين والمكاسب الاجتماعية المحققة، فضلا عن دعم الاستثمار وتنوع الاقتصاد الوطني، مشيرا إلى أن نفقات الميزانية ستصل إلى 13610 مليار دينار، والجباية البترولية إلى 3212 مليار دينار، بزيادة 1752 مليار دينار، مقارنة بالقانون الأول، وهي الزيادة الموزعة ما بين ميزانية التجهيز بـ 366 مليار دينار، خصصت لتغطية البرنامج التكميلي ببعض الولايات، ورفع التجميد عن المنشآت القاعدية المقدر عددها بـ 217 مشروع بقيمة 211 مليار دينار، بلغت نسبة إنجازها 70 من المائة، وأغلبها بقطاع الصحة، فيما خصص للبرنامج التكميلي المتصل بنفقات التسيير 1385 مليار دينار، موجهة للتكفل بالديوان

تفن وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، أمس، تصويت أعضاء مجلس الأمة، بالأغلبية على مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022، موضحا أن المبالغ الإضافية تهدف لتغطية التحسن المدرج على الأجور ومنحة البطالة وديون الضمان الاجتماعي، و1385 مليار دينار بالنسبة لنفقات التسيير و366 مليار دينار في باب التجهيز لتغطية عمليات رفع التجميد عن المشاريع التي بلغت نسبة إنجازها 70 من المائة.

شريفة عابد
أبرز الوزير، خلال جلسة عرضه للمشروع أمام أعضاء مجلس الأمة، الأهداف الأساسية للنص المتمثلة في



مخصصات مالية لبلديات ولا برامج جديدة لمناطق الظل

إعداد ميزانية الدولة، عدد جملة من التوصيات التي أعدتها اللجنة، والتي يتصدرها تجسيد برنامج رقمنة مختلف مصالح المالية وتزويد الولايات الجديدة بالإمكانات المادية والمالية، ورفع التجميد على المشاريع وربط ذلك بالتحسن في الإيرادات المالية للخزينة العمومية من أجل تلبية الاحتياجات الضرورية وتحسين الخدمة العمومية وجودة المرفق العام وتهيئة الظروف للعمل بالقانون العضوي لقوانين المالية رقم 15-18 في إعداد الميزانية الجديدة، كونه يركز على الأهداف والنتائج خارج التوقعات التي كثيرا ما تكون بعيدة عن الواقع، ما يسمح بإنفاق جيد للمال العام وتجنب تبذيره في برامج لا تتجسد.

شريفة ع

المالي والتعبئة الاقتصادية، مبرزا حرص الحكومة على عقلنة الدعم الخاص بالفئات المعوزة، مع الإعلان عن وضع مخطط توجيهي جديد لرقمنة الجمارك في الأيام القادمة. ووعده ممثل الحكومة، كذلك بتذليل جميع الصعوبات التي تؤثر المواطنين في تعاملاتهم العقارية، مذكرا بالتدابير المتخذة في هذا المجال، ومنها دمج مصالح مسح الأراضي مع مصالح الحفظ العقاري لأول مرة في تاريخ الإدارة العمومية، وإنشاء بوابة إلكترونية على مستوى المديرية العامة للضرائب لتبسيط المعاملات، فضلا عن إطلاق نظامي "جبايتك" و"مساهمتك" لتسديد الضرائب عن بعد. ويعد أن لفت مقرر اللجنة، إلى تسجيل تحسن في

تضمن التقرير الذي تلاه مقرر لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية، عبد الرحمان قنشوية، أمام أعضاء المجلس، ردود الوزير على أهم التساؤلات التي طرحت على مستوى اللجنة أثناء عرض المشروع، حيث أكد الوزير أنه لم يتم تسجيل عمليات جديدة بخصوص مناطق الظل، باعتبار أن المخططات البلدية للتنمية هي التي ستحل محل هذا البرنامج التنموي، الذي يستفيد في 2023 من غلاف مال معتبر مقارنة بالسنوات الماضية. وتعهد الوزير بمواصلة الرفع التدريجي للتجميد عن المشاريع كلما تحسنت الموارد المالية لميزانية الدولة، فضلا عن مراجعة قانون النقد والقرض، لتحقيق مناخ ملائم للنمو الاقتصادي ومواصلة دعم الصيرفة الإسلامية لتؤدي دورها في الشمول

القرار استثنى الضالعين في جرائم استيراد أو تصدير مواد محظورة

الجمارك تطلق تسوية ودية للنزاعات مع متعاملين اقتصاديين

دعت المديرية العامة للجمارك الجزائرية المواطنين والمتعاملين الاقتصاديين إلى الاستفادة من إجراءات المصالحة الجمركية وتسوية المنازعات وديًا، مع تحديد فئة تستثنى من هذا الإجراء.

ويشير بيان الجمارك الجزائرية إلى توفير إمكانية تسوية وإنهاء الملفات محل نزاع بسبب ارتكاب مواطنين ومتعاملين اقتصاديين مخالفات جمركية يعاقب عليها القانون، من خلال إجراء المصالحة الجمركية وفقا للشروط المنصوص عليها في المادة 265 من قانون الجمارك بعد إيداع طلب لدى المصالح المختصة.

وتعتمد إدارة الجمارك في "المصالحة الجمركية" على ما يتضمنه المرسوم التنفيذي رقم 136-19 المؤرخ في 29 أبريل 2019 المعدل، حول إنشاء لجان المصالحة وتحديد تشكيلتها وسيرها وقائمة مسؤولي إدارة الجمارك المؤهلين لإجراء المصالحة وحدود اختصاصهم ونسب الإعفاءات الجزائية، حيث يستفيد طالب المصالحة من إنهاء المنازعة المتابع بها وديًا مع مصالح الجمارك خلال آجال وجيزة، كما يستفيد من إعفاء جزائي من دفع المبلغ الإجمالي للفرامة المستحقة تصل نسبته إلى 70 بالمائة.

وبالمقابل تبقى الاستفادة من المصالحة الجمركية محصورة على فئة دون الأخرى، حيث لا يمكن أن يستفيد من هذه الإجراءات كل ضالع في الجرائم المتعلقة ببضائع محظورة حظرا مطلقا والممنوع استيرادها أو تصديرها بأية صفة كانت، كما يستثنى من المصالحة الجمركية المتورطون في قضايا التهريب المتعلقة بالمواد المدعّمة والأسلحة والذخائر والمخدرات والبضائع الأخرى المحظورة حسب المادة 21 من الفقرة الأولى من قانون المصلحة. ويمكن للمواطنين والمتعاملين الاقتصاديين التقرب من مصالح الجمارك لمعرفة معلومات أكثر حول المصالحة الجمركية والتعرف على شروط إجرائها أو الاتصال مباشرة بذات المصالح عبر الأرقام المتاحة في الموقع الرسمي للجمارك الجزائرية. www.douane.gov.dz

أقر مجموعة من التدابير الرامية للحفاظ على القدرة الشرائية

مجلس الأمة يصادق على قانون المالية لسنة 2022

استماع أمامها، أكد فيه رفع التجميد عن 217 مشروعاً، بقيمة مالية تقدر بـ 112 مليار دج، مؤكداً أن كل المشاريع التي بلغت نسبة إنجازها 70 بالمائة سيرفع عنها التجميد بشكل "تدرجي" كلما تحسنت الموارد المالية لميزانية الدولة. كما أوضح، في نفس التصريحات التي نقلتها اللجنة في تقريرها، أنه لم يتم تسجيل عمليات جديدة ضمن برنامج التكفل بمناطق الظل، على اعتبار أن المخططات البلدية للتنمية ستحل محل هذا البرنامج. ووفقاً لتقرير اللجنة، أكد الوزير أنه يجري العمل على مراجعة الإجراءات الرقابية للمديرية العامة للضرائب، والتي حالت دون فعاليتها، مع وضع مخطط توجيهي للرقمنة قريباً لفائدة هذه المديرية. ونقل نفس التقرير عن الوزير قوله، من جهة أخرى، أن قانون النقد والقرض سيخضع "قريباً" لعملية مراجعة لإيجاد بيئة تساعد على النمو الاقتصادي وتكريس الصيرفة الإسلامية قانونياً لتؤدي دورها في الشمول المالي والتعبئة الاقتصادية. وسيتم، حسب رد كسالي على أعضاء اللجنة، "عقلنة الدعم الموجه لفئات المعوزة، بطريقة تحافظ على المكاسب الاجتماعية المحققة". م.خ

رئيس الجمهورية الدائم للحفاظ على المكتسبات الاجتماعية للمواطن ويعكس تطلعاته وآماله في هذا المجال". وثمن تاج على وجه الخصوص الإجراءات المتعلقة بتحسين الأجور ومنحة البطالة، ودعم منظومة الضمان الاجتماعي والتكفل بالإدماج المهني إلى جانب رفع التجميد عن مشاريع قطاع الصحة وعدم فرض أعباء ضريبية جديدة. وفي تقريرها حول نص القانون المتضمن الموافقة على الأمر رقم 22-01 المؤرخ في الـ 3 أوت 2022 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2022، أصدرت لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية لمجلس الأمة عدداً من التوصيات، تتعلق أساساً بضرورة العمل على تجسيد برنامج رقمنة مختلف مصالح قطاع المالية، وتزويد الولايات الجديدة بالامكانيات المادية والمالية الضرورية، فضلاً عن توفير كافة الظروف لتطبيق المقاربة الميزانية الجديدة وفق القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية 15-18. كما أوصت على ضرورة رفع التجميد على المشاريع تماشياً مع تحسن الوضعية المالية للبلاد. وفي هذا الإطار، نقلت اللجنة في تقريرها تصريحاً لسيد كسالي، خلال جلسة

صادق أعضاء مجلس الأمة، أمس الإثنين، بالأغلبية على الأمر 22-01 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2022، والذي أقر مجموعة من التدابير الرامية للحفاظ على القدرة الشرائية. وجرى التصويت في جلسة علنية، ترأسها صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، ووزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار. إلى ذلك أشار كسالي عقب التصويت، إلى أن هذا القانون يهدف إلى المحافظة على القدرة الشرائية وتحسين المستوى المعيشي للمواطن، وحمايته من آثار الضغوط التضخمية الناجمة عن الوضع الاقتصادي العالمي، فضلاً عن مواصلة مسار إنعاش التنمية الاقتصادية من خلال تشجيع الاستثمار. وتضمن مشروع هذا القانون بشكل رئيسي -يضيف الوزير- عدة إجراءات وتدابير تصحيحية لقانون المالية لسنة 2022، ووجهت لتغطية النفقات الجارية الإضافية. من جهته، اعتبر رئيس لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية لمجلس الأمة، نور الدين تاج، عقب التصويت، أن الإجراءات الواردة في هذا القانون "تترجم توجه



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger